

COMITE GENERAL

RESTRICTED
Com. Gen./SR.9
27 mai 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

COMPTE RENDU ANALYTIQUE
D'UNE SEANCE ENTRE LE COMITE GENERAL
ET LES DELEGATIONS DES ETATS ARABES

tenue à Lausanne, le vendredi 27 mai 1949
à 11 heures

Présents: M. de la Tour du Pin (France) - Président
M. Yenisey (Turquie)
M. Wilkins (Etats-Unis)

M. de Azcarate	- Secrétaire principal
M. Milner	- Secrétaire du Comité
M. Abdel Chafi El Labbane	- Représentant de l'Egypte
M. Jamal Tugan)	- Représentants du Royaume
M. Edmond Roch)	Hachémite de Jordanie
M. Mohamed Ali Hamade	- Représentant du Liban
M. Farid Sad)	- Représentants de la
M. Ahmad Choukairi)	Syrie

Le PRESIDENT informe les délégations arabes que la question des réfugiés, ainsi que celle des frontières d'Israël avec le Royaume Hachémite de Jordanie, font en ce moment l'objet d'un examen du Comité Général avec la délégation israélienne. En réponse à une question de M. Roch (Royaume Hachémite de Jordanie), le Président dit que les propositions ne sont pas encore assez clairement définies pour que le Comité soit à même de les communiquer aux délégations arabes.

Examen du memorandum arabe du 18 mai (Suite) (AR/8)
Points 6, 7 et 8.

En réponse aux quatre questions posées par le Président, au cours de la séance précédente, en ce qui concerne l'étendue et la valeur des biens Wakoufs et le nombre des personnes qui sont nécessaires pour les gérer, M. CHOUKAIRI (Syrie) fait les déclarations suivantes :

1. Sous le régime ottoman en Palestine, on avait attaché tant d'importance à la question des biens Wakoufs qu'il existait un ministère spécial chargé du contrôle de leur administration.

2. Il serait difficile de donner une évaluation exacte de l'étendue des biens Wakoufs puisque dans tout village de Palestine se trouve une église ou un autre bien immeuble ou une étendue entière de terrain appartenant aux Wakoufs musulmans ou chrétiens. Dans les villes il pourrait s'agir de quartiers ou de marchés entiers.

3. De même, il serait difficile de donner une évaluation approchée de la valeur des biens Wakoufs du fait que certains de ces biens consistent en plantations d'agrumes, boutiques, marchés, etc... Toutefois, on peut fournir une évaluation approximative.

4. Le nombre des personnes nécessaires à l'administration des biens Wakoufs à la fois musulmans et chrétiens est d'environ 10.000; il faut comprendre dans ce chiffre les travailleurs, les surveillants, les curateurs et les administrateurs religieux. On pourra donner un chiffre plus précis après consultation avec les autorités religieuses de Palestine.

Le PRESIDENT est d'avis que les points 6 et 7 relèvent plutôt de la compétence du Comité de Jérusalem que de celle du Comité Général.

M. CHOUKAIRI (Syrie) estime que le Comité de Jérusalem est un organe technique qui n'est chargé que de la rédaction d'un projet de statut permanent pour Jérusalem. Il maintient que c'est le Comité Général qui doit examiner les points 6 et 7 et ajoute qu'en faisant connaître leurs vues au Comité Général, les délégations arabes pensent en fait s'adresser à la Commission elle-même.

Point 3

M. CHOUKAIRI (Syrie) indique qu'il désire maintenant aborder le point 3, étant donné que les points 6 et 7 ne peuvent recevoir d'application avant qu'il ne soit fait droit à la demande figurant au point 3.

M. Choukairi est d'avis que, bien que la loi sur les propriétaires absents soit censée rendre possible la surveillance et la sauvegarde des biens des absents, il ne s'agit en fait que d'une confiscation simplement déguisée et légalisée. Il fait remarquer que les définitions juridiques des propriétaires absents se fondent sur la date du 29 novembre 1947, époque à

laquelle la Puissance mandataire était encore l'autorité reconnue en Palestine. Cette loi ne peut être considérée comme juridiquement valide puisque son application est rendue rétroactive à une époque à laquelle l'Etat d'Israël n'existait pas encore.

M. Choukairi fait observer que la définition du propriétaire absent s'applique en fait à toutes les personnes quelle que soit leur nationalité. Il existe des institutions et des biens privés ou religieux qu'entretiennent en Palestine des nationaux de la France, de l'Italie, de la Turquie, des Etats-Unis et qui tombent sous le coup de la loi comme les biens arabes. C'est un fait unique dans l'histoire juridique qu'un état promulgue des textes législatifs de cette sorte relatifs à des étrangers avec des privilèges extra-territoriaux.

En ce qui concerne la définition des biens qui comprennent des biens réels ou personnels, meubles ou immeubles, appartenant à des étrangers ou à des résidents, M. Choukairi attire l'attention sur le fait que les biens en question ne sont pas de petites étendues dispersées de terrain, mais des villes, des plantations, des villages entiers ainsi que des entreprises fondées depuis des générations; ils représentent la plus grande partie des biens de Palestine. Il est naturel qu'en temps de guerre les biens d'étrangers ennemis subissent le contrôle de l'Etat; toutefois, les Arabes de Palestine ne sont pas des ennemis ou des étrangers et il est inconcevable qu'un Etat promulgue des textes législatifs dirigés contre les propres habitants de son territoire.

M. Choukairi fait remarquer que l'administrateur-séquestre désigné par le Ministre des Finances est doté de pouvoirs illimités qui ne sont susceptibles d'aucun appel devant un tribunal; aucune personne ne devrait recevoir de tels pouvoirs illimités dans aucun état démocratique.

De l'avis de M. Choukairi, l'absence, aux termes de cette loi, n'est pas tellement un acte physique qu'un état d'esprit de la part d'Israël. Les propriétaires arabes sont absents non parce qu'ils ont élu librement de l'être, mais en raison d'un règne de terreur. La Commission a entendu les témoignages des réfugiés en ce qui concerne leur désir de réintégrer leurs foyers; ils ont été obligés de devenir des absents. L'autorité qui a promulgué la loi est la même que celle qui a provoqué l'absence.

M. Choukairi se reporte à la réponse qu'a faite M. Eytan à la demande de la Commission concernant la loi sur les absents, telle qu'elle est citée aux paragraphes 4, 5 et 6 du document AR/7. Il trouve cette réponse évasive et s'élève en particulier contre les réserves qu'indiquent les membres de phrases "aux fins de compensation" et "à la protection de ces propriétés contre la spéculation". Le Gouvernement d'Israël ne peut assigner de limites arbitraires au droit de l'être humain de posséder exclusivement ses propres biens; dans le cas présent, il ne s'agit pas d'une expropriation justifiable par des buts d'utilité public.

Le représentant syrien attire l'attention sur le fait que la définition des absents s'applique également aux membres du clergé et aux religieux qui ont consacré leur vie au service des institutions religieuses; ces personnes ne peuvent en ce moment retourner assumer leurs fonctions et les biens qu'ils administrent sont bloqués.

De l'avis de M. Choukairi, la loi sur les propriétaires absents a été nullifiée par l'adoption de la Résolution de l'Assemblée générale invitant au rapatriement des réfugiés. Les termes de la résolution sont impératifs et doivent être mis en vigueur; la première mesure essentielle est l'abrogation de la loi sur les propriétaires absents sans laquelle le rapatriement serait possible. Le Gouvernement d'Israël ne peut prétendre que cette loi ait un caractère intérieur, puisqu'elle est en conflit direct avec une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies et avec les conceptions fondamentales des droits de l'homme. La Commission a le devoir de déclarer avec fermeté que le rapatriement des réfugiés restera un souhait vide de sens tant que cette loi sera en vigueur. Les efforts étendus que l'on fait actuellement pour trouver des foyers, des fermes et de l'argent pour les réfugiés ne seraient plus nécessaires si, par abrogation de cette loi, les réfugiés pouvaient reprendre possession de leurs propres biens et de leurs économies.

M. LABBANE (Egypte) fait siennes les vues du représentant syrien. C'est le devoir de la Commission de bien faire comprendre à Israël que sa liberté est conditionnée et limitée par la liberté des autres et qu'il n'est pas seul au monde. Des mesures telles que l'application de la loi sur les propriétaires

absents constituent une menace constante à la paix que la Commission s'efforce d'établir.

M. WILKINS relève le fait que M. Choukairi, en mentionnant que des Américains entretiennent en Palestine des institutions charitables et d'instruction, a fait observer le contraste avec certains autres emplois des dollars américains en Palestine. Il fait remarquer qu'il existe aux Etats-Unis des textes législatifs interdisant l'exportation des armes vers la Palestine et que le Conseil de Sécurité a pris des résolutions sur le même sujet. Si le représentant syrien dispose de certains faits, on pourra les présenter au Médiateur par intérim ou au Gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire des représentants syriens, en vue d'une enquête.

M. CHOUKAIRI répond qu'il a fait allusion, en passant, au fait que certaines organisations des Etats-Unis qui ont envoyé en Palestine des armes et des munitions, ont abusé la démocratie américaine. Toutefois, ces abus ne l'empêchent pas d'admirer et de louer les contributions des Etats-Unis dans le Moyen-Orient, dans les domaines de l'instruction et de la charité.

Point 1

M. SAD (Syrie) a de nouveaux renseignements statistiques à communiquer pour supplémenter ceux qu'il a fournis au cours de la séance précédente.

La superficie totale des plantations d'agrumes en Palestine est de 250.002 dunums. 134.567 dunums, c'est-à-dire 54 pour 100 de cette superficie appartiennent à des Arabes. A part 3.000 dunums dans la région de Gaza, toute la superficie appartenant à des Arabes se trouve à présent aux mains des Israéliens. La production par dunum dans les plantations des propriétaires arabes s'élève à 60 caisses ce qui donne une production totale d'environ huit millions de caisses. En 1947-48 les plantations des propriétaires arabes ont produit environ six millions de caisses, mais on estime que cette production inférieure était due au fait que les plantations ont été négligées au cours de la seconde guerre mondiale. Le rapport net pour la saison 1947-48 s'est élevé à 3.500.000 Livres sterling.

En vue de déterminer la valeur des orangeries arabes, il est souhaitable de les répartir en diverses catégories. (1) Les

plantations du voisinage de Jaffa et de Tel Aviv tirent plus de valeur de leurs terrains que de leurs récoltes du fait qu'elles se trouvent auprès de territoires urbains; l'étendue des plantations est d'environ 22.000 dunums et leur valeur varie entre 400 et 1000 Livres par dunum. (2) Dans la région avoisinante, les plantations couvrent 50.000 dunums et leur valeur varie entre 250 et 400 Livres par dunum. (3) Plus loin à l'intérieur des terres, les plantations s'étendent sur une superficie de 63.000 dunums et leur valeur varie entre 200 et 250 Livres par dunums.

En ce qui concerne les prêts consentis aux planteurs d'orangers par l'administration de Palestine, il avait été décidé que les planteurs d'agrumes les rembourseraient sans intérêts par paiements échelonnés sur une période de 30 années.

Le PRESIDENT propose que la séance suivante soit consacrée à un examen du point 9 étant donné qu'il a des rapports avec le point 3 du mémorandum du 21 mai.